

Caucase du Sud : incertitudes et fragilités d'un espace fragmenté

par Laure DELCOUR, Directrice de recherche à l'IRIS

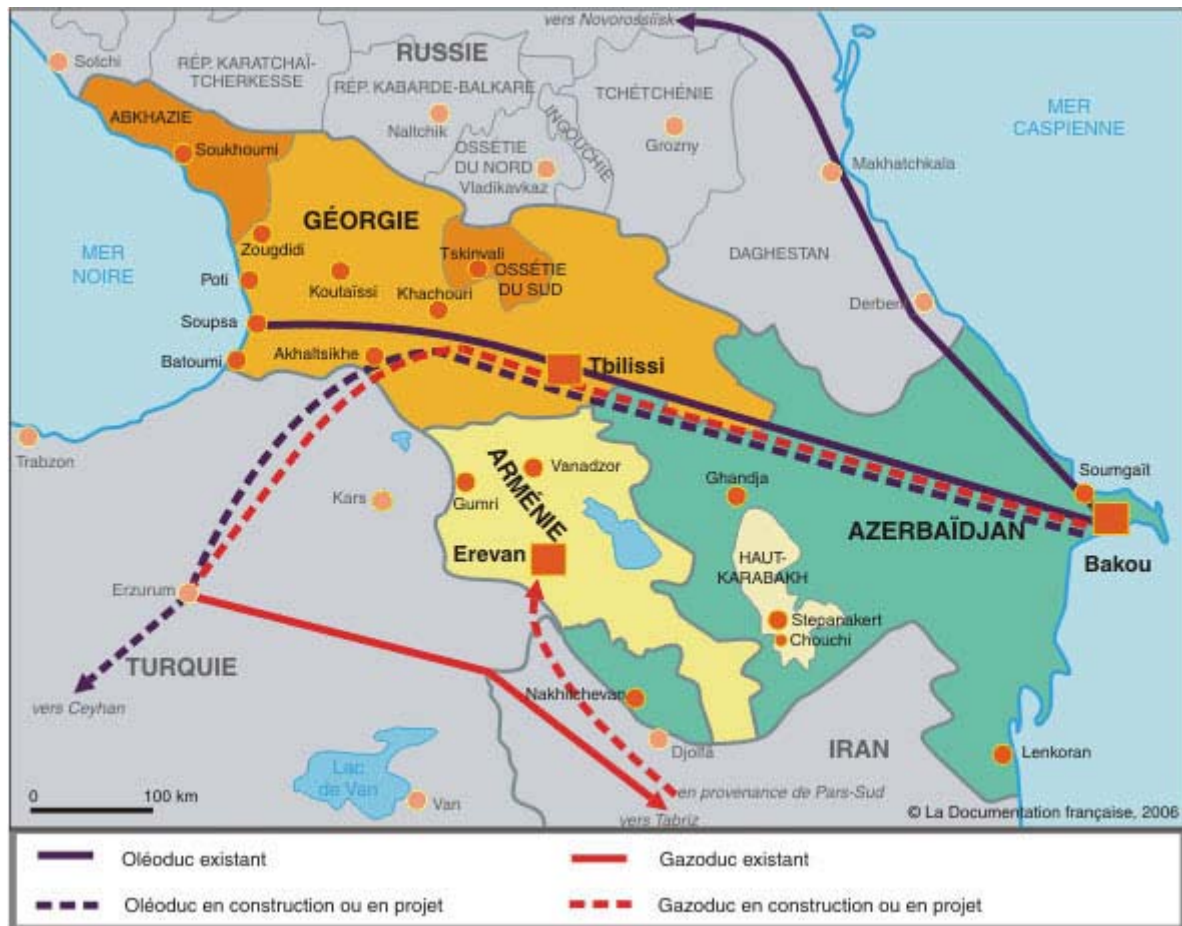
ABSTRACTS

Depuis plusieurs mois, le Caucase du Sud semble à nouveau traversé par de vives tensions. Dans l'espace Sud-caucasien s'enchevêtrent plusieurs facteurs et plusieurs niveaux de crise : les crises politiques internes (processus électoraux heurtés dans deux des Etats de la région, la Géorgie et, plus récemment, l'Arménie) et le contexte international (indépendance du Kosovo) sont propices à la résurgence des séparatismes (Ossétie du Sud et Abkhazie) et des conflits interétatiques (Nagorno-Karabakh). Ces événements sont un défi pour la communauté internationale, en particulier pour une Union européenne jusqu'ici impuissante à stabiliser son voisinage et pour une Russie qui éprouve toujours des difficultés à sortir des schémas hérités de l'Empire.

Over the past few months, tensions have significantly grown in the South Caucasus area, where several factors and levels of crisis are tightly intermingled. Internal political crises (tumultuous electoral processes in two of the three Caucasus countries, Armenia and Georgia), combined with changes in the international context (the recent independence of Kosovo) favour a resurgence of separatism in South Ossetya and Abkhazia, as well as a revival of the Nargorno-Karabakh conflict. These developments are undoubtedly a challenge to the international community, more specifically to the European Union, that has proved so far unable to stabilize its own neighbourhood, and to Russia, that has still to find a way out of the Empire and to design a cooperative policy toward the region.

Caucase du Sud : incertitudes et fragilités d'un espace fragmenté

La cristallisation des tensions politiques lors des élections



Source : La Documentation française

Les élections présidentielles qui se sont tenues en Géorgie le 5 janvier et en Arménie le 19 février ont mis en lumière l'existence de multiples lignes de fractures traversant ces pays. Surtout, en dépit des différences entre les systèmes politiques des deux pays, les tensions récentes rappellent que le processus de transformation des Etats post-soviétiques est tout à la fois complexe, douloureux et inachevé. La contestation exprimée tant à Tbilissi qu'à Erevan entremêle en effet mécontentement politique, rejet d'une corruption généralisée et inquiétude face à des évolutions socio-économiques qui exigent une immense capacité d'adaptation des citoyens mais ne se traduisent pas assez en améliorations concrètes dans la vie quotidienne.

En Géorgie, la crise a précédé les élections avec, à l'automne 2007, la multiplication des manifestations d'opposition au Président Saakachvili, accusé d'un exercice trop personnel du pouvoir. L'arrestation pour « extorsion, blanchiment d'argent, abus de pouvoir et négligence » de l'ancien ministre de la Défense, Irakli Okrouachvili, qui venait d'annoncer la création d'un parti d'opposition au Président, a servi de détonateur. Les manifestations hostiles au pouvoir – d'abord massives, puis de plus en plus radicalisées – ont été durement dispersées, alors que l'état d'urgence était proclamé et les chaînes de télévision favorables aux opposants, fermées (notamment Imedi, la chaîne de l'oligarque Badri Patarkatsichvili). Décrédibilisé par l'usage disproportionné de la force lors des manifestations de novembre, le président Saakachvili a convoqué des élections présidentielles anticipées à la fois pour montrer son attachement aux valeurs démocratiques et pour tenter de renforcer sa légitimité. Au terme d'une campagne déséquilibrée sur le plan médiatique et plombée par des rumeurs de coup d'Etat, la réélection dès le 1^{er} tour (53,4% des suffrages) de Mikhaïl Saakachvili, face à une opposition morcelée, n'a pas mis fin aux tensions. Le scrutin, entaché d'irrégularités selon l'opposition, a

été jugé globalement conforme aux principes internationaux par une OSCE qui, tout en relevant des entorses aux normes démocratiques durant la campagne et des fraudes pendant l'élection, s'est montrée prompte à en valider les résultats. Pourtant, paradoxalement, en dépit de sa réélection et du décès opportun de Badri Patarkatschvili en février, le régime de M. Saakachvili pourrait sortir fragilisé de cette période tumultueuse. Les dérives autoritaires¹ du président et surtout les méthodes utilisées pour disperser les manifestations de novembre 2007 ont choqué aux Etats-Unis comme dans l'Union européenne, principaux appuis extérieurs du pouvoir, convaincus jusqu'alors que la Géorgie était devenue, depuis la « révolution de la rose », une référence en matière de démocratie.

Les tensions qui ont suivi les élections présidentielles du 19 février en Arménie fournissent une autre illustration de l'instabilité politique actuelle dans le Caucase du sud. Alors que la Géorgie a fait le choix de la démocratie pluraliste, l'Arménie peut, selon l'expression de Jean-Robert Raviot, être qualifiée de « démocratie non-compétitive », à l'instar de la Russie de Vladimir Poutine². Tout comme en Géorgie, l'OSCE-BIDDH a relevé des problèmes majeurs, que ce soit l'absence d'une séparation claire entre Etat et parti au pouvoir (utilisation des ressources administratives par les autorités), le traitement inéquitable des candidats à l'élection durant la campagne ou des irrégularités dans le décompte des voix après le scrutin. La victoire du Premier ministre Serge Sarkissian avec 52,8% des suffrages a été vivement contestée par des milliers de manifestants, partisans du premier Président de l'Arménie indépendante, Levor Ter Petrossian, qui a recueilli 21,5% des voix et a remis en question les résultats de ces élections. Alors que dans le passé les protestations s'étaient surtout exprimées hors des périodes électorales (par exemple en avril 2004), la durée et l'ampleur des manifestations qui ont suivi le scrutin présidentiel témoignent de la généralisation du mécontentement. L'instauration par le président Kotcharian de l'état d'urgence le 1^{er} mars a mis fin aux affrontements ; mais, comme en Géorgie, le calme semble fragile.

La résurgence des « conflits gelés » : des tensions séparatistes ravivées par le contexte international

La conjugaison d'une période d'instabilité politique dans plusieurs Etats Sud-caucasiens et du dénouement de la crise au Kosovo a sans conteste ravivé les « conflits gelés » de la région (qu'il s'agisse des séparatismes abkhaze et ossète ou du conflit du Nagorno-Karabakh).

En dépit de l'appellation couramment utilisée, ces conflits n'ont jamais réellement été figés ; escarmouches et incidents se sont succédé dans un contexte toujours très tendu entre les pays de la région. Depuis plusieurs années, les trois Etats du Caucase du Sud ont substantiellement accru leurs dépenses militaires. Entre 2004 et 2007, les dépenses arméniennes en matière de défense ont plus que triplé. Erevan est toutefois dépassé par son voisin : conforté par un taux de croissance exceptionnel, Bakou a multiplié son budget militaire par près de six au cours de la même période³. L'effort géorgien en matière militaire s'inscrit dans le choix d'une intégration à l'OTAN, affirmé dès l'arrivée de Mikhaïl Saakachvili au pouvoir et confirmé lors du référendum organisé en même temps que l'élection présidentielle. Bien que les raisons en soient spécifiques à chaque pays, l'augmentation généralisée des dépenses militaires ces dernières années fait du Caucase, dont les conflits sont loin d'être résolus, une véritable poudrière.

Dans ce contexte, l'indépendance kosovare ne peut qu'avoir des répercussions importantes. Depuis longtemps, la perspective d'une indépendance unilatérale du Kosovo était présentée par la Russie comme un facteur de risque pour le Caucase. Selon Moscou, la violation du principe de l'intégrité territoriale entraînerait des réactions en chaînes puisque certaines régions sécessionnistes (en particulier l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud) ne manqueraient pas de se prévaloir du précédent kosovar pour s'affranchir de la tutelle géorgienne. Quelques jours à peine après l'indépendance de Priština, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie ont effectivement demandé à la Russie, à l'ONU et à l'Union européenne de reconnaître leur indépendance en vertu du droit à l'autodétermination. Cette perspective semble cependant peu probable. D'une part, la Russie, qui a pourtant encouragé les vellétés séparatistes en distribuant des passeports aux ressortissants abkhazes et ossètes, n'est pas prête à accueillir ces régions sécessionnistes ; la rhétorique de mise en garde développée par Moscou à propos de l'indépendance de Priština s'adresse avant tout à l'Occident. D'autre part, placée devant les premiers soubresauts de l'après-indépendance kosovare (notamment au sein des enclaves serbes du Nord

¹ Cf. International Crisis Group, « Géorgie : vers l'autoritarisme », *Rapport Europe* n°189, 19 décembre 2007.

² Cf. Nouvelle Europe, entretien avec Jean-Robert Raviot, 28 janvier 2008, www.nouvelle-europe.eu.

³ Ces chiffres sont cités dans *Le Monde*, 6 mars 2008.

du Kosovo), la communauté internationale semble peu encline à accepter la répétition du cas kosovar et décidée à ignorer les revendications d'indépendance. Tant que la Russie, en particulier, refusera de les reconnaître, le statu quo semble donc probable pour l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud du point de vue juridique ; il n'est pas synonyme pour autant de stabilité, encore moins d'apaisement.

Le précédent kosovar se trouve également en filigrane dans la résurgence des tensions au Haut-Karabakh, conflit hérité de l'époque soviétique et « gelé » depuis le cessez-le-feu de 1994. Les échanges de tirs, tout début mars, dans la région de Markadert, montrent que ce conflit est prêt à être ravivé, d'autant que l'instabilité politique en Arménie offre une fenêtre d'opportunité à l'Azerbaïdjan, inquiet d'une possible reconnaissance de la république arménienne auto-proclamée. Les autorités azerbaïdjanaises ont réitéré leur souhait de récupérer les sept districts occupés par les Arméniens autour de la province du Karabakh. Elles sont confortées par la résolution que vient d'adopter l'Assemblée générale de l'ONU, demandant le retrait « immédiat, complet et inconditionnel » des forces arméniennes de cette zone occupée. Cependant, les Etats-Unis, la Russie et la France - trois des Etats du groupe de Minsk chargé par l'OSCE de trouver une solution pacifique à ce conflit - ont voté contre le texte. La justification avancée par ces trois médiateurs – leur nécessaire neutralité – masque mal l'impuissance de la communauté internationale dans la région. Avec la politique de voisinage incluant à partir de 2004 les trois Etats du Caucase, l'influence de l'Union européenne dans la région semblait appelée à se renforcer ; mais les appels au calme de Bruxelles, non suivis d'effets, reflètent le caractère peu effectif de cette politique dans le Caucase. La Russie a sans aucun doute une plus grande capacité de peser dans cette zone. Mais, depuis l'effondrement de l'URSS et en particulier ces dernières années, elle n'a pas su sortir des schémas hérités de l'Empire pour promouvoir une nouvelle politique à l'égard des ex-républiques soviétiques du Caucase ; ses relations très dégradées avec Tbilissi en témoignent. La préparation des Jeux Olympiques de Sotchi, pour l'obtention desquels Vladimir Poutine s'est personnellement investi, sera tout à la fois un test de la capacité russe à collaborer avec ses voisins caucasiens (Sotchi est située à quelques dizaines de kilomètres de l'Abkhazie) et une opportunité de coopération régionale susceptible de stabiliser la région ou, si elle n'est pas saisie, de l'enfoncer dans l'instabilité.

Sites Internet

www.caucaz.com

Eléments bibliographiques

Viatcheslav Avioutsikii, *Géopolitique du Caucase*, Paris : Armand Colin, 2005.

Thorniké Gordadze, « Les grandes manœuvres en Géorgie », *Politique internationale* n° 114, hiver 2006-2007, pp. 209-226.

John O'Loughlin, Vladimir Kolossov, Jean Radvanyi, « Special issue on Caucasus : political, population and economics geography », *Eurasian Geography and Economics*, n°2, 2007.

Silvia Serrano, *Géorgie. Sortie d'Empire*, Paris : éditions du CNRS, 2007.

François Thual, *Géopolitique des Caucases*, Paris : Ellipses, 2004.